2020 DVD 60-1 Prise en compte de l'impact de la COVID sur les délégations de service public des parcs de stationnement - Avenant n°1 à la convention de délégation du parc de stationnement MAGENTA GARE DE L'EST

Le Conseil de Paris

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2511-1 et suivants et L 1411-1 et suivants ;

Vu la convention de délégation du 30 juillet 2019 pour la modernisation et l'exploitation du parc de stationnement MAGENTA GARE DE L'EST conclue avec la société INDIGO INFRA ;

Vu le projet de délibération en date du , par lequel Madame la Maire de Paris demande l'autorisation de signer l'avenant n° 1 qui a pour objet de réajuster par un dégrèvement le montant de la redevance fixe forfaitaire de l'année 2020 du parc de stationnement MAGENTA GARE DE L'EST à Paris 10e, pour prendre en compte de l'impact de la COVID sur la délégation de service public ;

Vu l'avis du Conseil du 10e arrondissement en date du ;

Sur le rapport présenté par Monsieur David BELLIARD au nom de la 3e Commission,

Délibère :

Article 1 : Madame la Maire de Paris est autorisée à signer avec la société INDIGO INFRA l'avenant n°1 à la convention de délégation du parc de stationnement MAGENTA GARE DE L'EST (10e) en date du 30 juillet 2019, dont le texte est joint à la présente délibération.

Article 2 : L'impact sur les recettes sera constaté sur le budget de fonctionnement 2020 et 2021 de la Ville de Paris.

2020 DVD 60-2 Prise en compte de l'impact de la COVID sur les délégations de service public des parcs de stationnement - Avenant n°1 à la convention de délégation du parc de stationnement ANVERS

Le Conseil de Paris

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2511-1 et suivants et L 1411-1 et suivants ;

Vu la convention de délégation du 23 décembre 2014 pour la modernisation et l'exploitation du parc de stationnement ANVERS conclue avec la Société Anonyme d'Economie Mixte d'Exploitation du Stationnement (SAEMES) ;

Vu le projet de délibération en date du , par lequel Madame la Maire de Paris demande l'autorisation de signer l'avenant n°1 qui a pour objet de réajuster par un dégrèvement le montant de la redevance fixe forfaitaire de l'année 2020 du parc de stationnement ANVERS à Paris 9e, pour prendre en compte de l'impact de la COVID sur la délégation de service public ;

Vu l'avis du Conseil du 9e arrondissement en date du ;

Sur le rapport présenté par Monsieur David BELLIARD au nom de la 3^e Commission,

Délibère :

Article 1 : Madame la Maire de Paris est autorisée à signer avec la Société Anonyme d'Economie Mixte d'Exploitation du Stationnement (SAEMES) l'avenant n°1 à la convention de délégation du parc de stationnement ANVERS (9e) en date du 23 décembre 2014, dont le texte est joint à la présente délibération.

Article 2 : L'impact sur les recettes sera constaté sur le budget de fonctionnement 2020 et 2021 de la Ville de Paris.

2020 DVD 60-3 Prise en compte de l'impact de la COVID sur les délégations de service public des parcs de stationnement - Avenant n°1 à la convention de délégation du parc de stationnement BASTILLE

Le Conseil de Paris

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2511-1 et suivants et L 1411-1 et suivants ;

Vu la convention de délégation du 6 mars 2020 pour la modernisation et l'exploitation du parc de stationnement BASTILLE conclue avec la société INDIGO INFRA ;

Vu le projet de délibération en date du , par lequel Madame la Maire de Paris demande l'autorisation de signer l'avenant n°1 qui a pour objet de réajuster par un dégrèvement le montant de la redevance fixe forfaitaire de l'année 2020 du parc de stationnement BASTILLE à Paris 12e, pour prendre en compte de l'impact de la COVID sur la délégation de service public ;

Vu l'avis du Conseil du 12e arrondissement en date du ;

Sur le rapport présenté par Monsieur David BELLIARD au nom de la 3e Commission.

Délibère :

Article 1 : Madame la Maire de Paris est autorisée à signer avec la société INDIGO INFRA l'avenant n°1 à la convention de délégation du parc de stationnement BASTILLE (12e) en date du 6 mars 2020, dont le texte est joint à la présente délibération.

Article 2 : L'impact sur les recettes sera constaté sur le budget de fonctionnement 2020 et 2021 de la Ville de Paris.

2020 DVD 60-4 Prise en compte de l'impact de la COVID sur les délégations de service public des parcs de stationnement - Avenant n°1 à la convention de délégation du parc de stationnement BERGSON (SAINT-AUGUSTIN)

Le Conseil de Paris

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2511-1 et suivants et L 1411-1 et suivants ;

Vu la convention de délégation du 6 mars 2020 pour la modernisation et l'exploitation du parc de stationnement BERGSON (SAINT-AUGUSTIN) conclue avec la Société Anonyme d'Economie Mixte d'Exploitation du Stationnement (SAEMES) ;

Vu le projet de délibération en date du , par lequel Madame la Maire de Paris demande l'autorisation de signer l'avenant n° 1 qui a pour objet de réajuster par un dégrèvement le montant de la redevance fixe forfaitaire de l'année 2020 du parc de stationnement BERGSON (SAINT-AUGUSTIN) à Paris 8e, pour prendre en compte de l'impact de la COVID sur la délégation de service public ;

Vu l'avis du Conseil du 8e arrondissement en date du ;

Sur le rapport présenté par Monsieur David BELLIARD au nom de la 3e Commission.

Délibère :

Article 1 : Madame la Maire de Paris est autorisée à signer avec la Société Anonyme d'Economie Mixte d'Exploitation du Stationnement (SAEMES) l'avenant n° 1 à la convention de délégation du parc de stationnement BERGSON (SAINT-AUGUSTIN) (8e) en date du 6 mars 2020, dont le texte est joint à la présente délibération.

Article 2 : L'impact sur les recettes sera constaté sur le budget de fonctionnement 2020 et 2021 de la Ville de Paris.

2020 DVD 60-5 Prise en compte de l'impact de la COVID sur les délégations de service public des parcs de stationnement - Avenant n°1 à la convention de délégation des parcs de stationnement CONCORDE et FREMICOURT

Le Conseil de Paris

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2511-1 et suivants et L 1411-1 et suivants ;

Vu la convention de délégation du 23 décembre 2009 pour la modernisation du parc de stationnement CONCORDE, la construction du parc de stationnement FREMICOURT et l'exploitation des deux ouvrages conclue avec la société INDIGO INFRA CGST ;

Vu le projet de délibération en date du _____, par lequel Madame la Maire de Paris demande l'autorisation de signer l'avenant n° 1 qui a pour objet de réajuster par un dégrèvement le montant de la redevance fixe forfaitaire de l'année 2020 des parcs de stationnement CONCORDE à Paris 8^e et FREMICOURT à Paris 15^e, pour prendre en compte de l'impact de la COVID sur la délégation de service public ;

Vu l'avis du Conseil du 8^e arrondissement en date du _____ ;

Vu l'avis du Conseil du 15^e arrondissement en date du _____ ;

Sur le rapport présenté par Monsieur David BELLIARD au nom de la 3^e Commission.

Délibère :

Article 1 : Madame la Maire de Paris est autorisée à signer avec la société INDIGO INFRA CGST l'avenant n° 1 à la convention de délégation des parcs de stationnement CONCORDE (8^e) et FREMICOURT (15^e) en date du 23 décembre 2009, dont le texte est joint à la présente délibération.

Article 2 : L'impact sur les recettes sera constaté sur le budget de fonctionnement 2020 et 2021 de la Ville de Paris.

2020 DVD 60-6 Prise en compte de l'impact de la COVID sur les délégations de service public des parcs de stationnement - Avenant n°2 à la convention de délégation du parc de stationnement ECOLE DE MEDECINE (ODEON)

Le Conseil de Paris

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2511-1 et suivants et L 1411-1 et suivants ;

Vu la convention de délégation du 13 avril 2010 pour la modernisation et l'exploitation du parc de stationnement ECOLE DE MEDECINE (ODEON) et son avenant en date du 24 juillet 2014 conclus avec la Société Anonyme d'Economie Mixte d'Exploitation du Stationnement (SAEMES) ;

Vu le projet de délibération en date du , par lequel Madame la Maire de Paris demande l'autorisation de signer l'avenant n°2 qui a pour objet de réajuster par un dégrèvement le montant de la redevance fixe forfaitaire de l'année 2020 du parc de stationnement ECOLE DE MEDECINE (ODEON) à Paris 6e, pour prendre en compte de l'impact de la COVID sur la délégation de service public ;

Vu l'avis du Conseil du 6e arrondissement en date du ;

Sur le rapport présenté par Monsieur David BELLIARD au nom de la 3e Commission,

Délibère :

Article 1 : Madame la Maire de Paris est autorisée à signer avec la Société Anonyme d'Economie Mixte d'Exploitation du Stationnement (SAEMES) l'avenant n°2 à la convention de délégation du parc de stationnement ECOLE DE MEDECINE (ODEON) (6e) en date du 13 avril 2010 modifiée, dont le texte est joint à la présente délibération.

Article 2 : L'impact sur les recettes sera constaté sur le budget de fonctionnement 2020 et 2021 de la Ville de Paris.

2020 DVD 60-7 Prise en compte de l'impact de la COVID sur les délégations de service public des parcs de stationnement - Avenant n°4 à la convention de délégation du parc de stationnement FOCH

Le Conseil de Paris

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2511-1 et suivants et L 1411-1 et suivants ;

Vu la convention de délégation du 23 juillet 2004 pour la modernisation et l'exploitation du parc de stationnement FOCH et ses avenants en date des 17 octobre 2011, 29 octobre 2015 et 18 décembre 2019, conclus avec la société INDIGO STATIONNEMENT SB ;

Vu le projet de délibération en date du _____, par lequel Madame la Maire de Paris demande l'autorisation de signer l'avenant n°4 qui a pour objet de réajuster par un dégrèvement le montant de la redevance fixe forfaitaire de l'année 2020 du parc de stationnement FOCH à Paris 16e, pour prendre en compte de l'impact de la COVID sur la délégation de service public ;

Vu l'avis du Conseil du 16e arrondissement en date du _____ ;

Sur le rapport présenté par Monsieur David BELLIARD au nom de 3e Commission.

Délibère :

Article 1 : Madame la Maire de Paris est autorisée à signer avec la société INDIGO STATIONNEMENT SB l'avenant n°4 à la convention de délégation du parc de stationnement FOCH (16e) en date du 23 juillet 2004 modifiée, dont le texte est joint à la présente délibération.

Article 2 : L'impact sur les recettes sera constaté sur le budget de fonctionnement 2020 et 2021 de la Ville de Paris.

2020 DVD 60-8 Prise en compte de l'impact de la COVID sur les délégations de service public des parcs de stationnement - Avenant n°1 à la convention de délégation du parc de stationnement GEORGE V

Le Conseil de Paris

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2511-1 et suivants et L 1411-1 et suivants ;

Vu la convention de délégation du 16 avril 2018 pour l'entretien et l'exploitation du parc de stationnement GEORGE V conclue avec la société INDIGO INFRA ;

Vu le projet de délibération en date du _____, par lequel Madame la Maire de Paris demande l'autorisation de signer l'avenant n°1 qui a pour objet de réajuster par un dégrèvement le montant de la redevance fixe forfaitaire de l'année 2020 du parc de stationnement GEORGE V à Paris 8e, pour prendre en compte de l'impact de la COVID sur la délégation de service public ;

Vu l'avis du Conseil du 8e arrondissement en date du _____ ;

Sur le rapport présenté par Monsieur David BELLIARD au nom de 3e Commission.

Délibère :

Article 1 : Madame la Maire de Paris est autorisée à signer avec la société INDIGO INFRA l'avenant n°1 à la convention de délégation du parc de stationnement GEORGE V (8e) en date du 16 avril 2018, dont le texte est joint à la présente délibération.

Article 2 : L'impact sur les recettes sera constaté sur le budget de fonctionnement 2020 et 2021 de la Ville de Paris.

2020 DVD 60-9 Prise en compte de l'impact de la COVID sur les délégations de service public des parcs de stationnement - Avenant n°1 à la convention de délégation du parc de stationnement HAUSSMANN-BERRI

Le Conseil de Paris

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2511-1 et suivants et L 1411-1 et suivants ;

Vu la convention de délégation du 16 avril 2018 pour la modernisation et l'exploitation du parc de stationnement HAUSSMANN-BERRI conclue avec la Société Anonyme d'Economie Mixte d'Exploitation du Stationnement (SAEMES) ;

Vu le projet de délibération en date du , par lequel Madame la Maire de Paris demande l'autorisation de signer l'avenant n°1 qui a pour objet de réajuster par un dégrèvement le montant de la redevance fixe forfaitaire de l'année 2020 du parc de stationnement HAUSSMANN-BERRI à Paris 8e, pour prendre en compte de l'impact de la COVID sur la délégation de service public ;

Vu l'avis du Conseil du 8e arrondissement en date du ;

Sur le rapport présenté par Monsieur David BELLIARD au nom de 3e Commission.

Délibère :

Article 1 : Madame la Maire de Paris est autorisée à signer avec la Société Anonyme d'Economie Mixte d'Exploitation du Stationnement (SAEMES) l'avenant n°1 à la convention de délégation du parc de stationnement HAUSSMANN-BERRI (8e) en date du 16 avril 2018, dont le texte est joint à la présente délibération.

Article 2 : L'impact sur les recettes sera constaté sur le budget de fonctionnement 2020 et 2021 de la Ville de Paris.

2020 DVD 60-10 Prise en compte de l'impact de la COVID sur les délégations de service public des parcs de stationnement - Avenant n°2 à la convention de délégation du parc de stationnement HOTEL DE VILLE

Le Conseil de Paris

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2511-1 et suivants et L 1411-1 et suivants ;

Vu la convention de délégation du 4 novembre 2011 pour la modernisation et l'exploitation du parc de stationnement HOTEL DE VILLE et son avenant en date du 31 juillet 2019, conclus avec la Société Anonyme d'Economie Mixte d'Exploitation du Stationnement (SAEMES) ;

Vu le projet de délibération en date du , par lequel Madame la Maire de Paris demande l'autorisation de signer l'avenant n°2 qui a pour objet de réajuster par un dégrèvement le montant de la redevance fixe forfaitaire de l'année 2020 du parc de stationnement HOTEL DE VILLE à Paris 4e, pour prendre en compte de l'impact de la COVID sur la délégation de service public ;

Vu l'avis du Conseil de l'arrondissement Paris Centre en date du ;

Sur le rapport présenté par Monsieur David BELLIARD au nom de 3e Commission.

Délibère :

Article 1 : Madame la Maire de Paris est autorisée à signer avec la Société Anonyme d'Economie Mixte d'Exploitation du Stationnement (SAEMES) l'avenant n°2 à la convention de délégation du parc de stationnement HOTEL DE VILLE (4e) en date du 4 novembre 2011 modifiée, dont le texte est joint à la présente délibération.

Article 2 : L'impact sur les recettes sera constaté sur le budget de fonctionnement 2020 et 2021 de la Ville de Paris.

2020 DVD 60-11 Prise en compte de l'impact de la COVID sur les délégations de service public des parcs de stationnement - Avenant n°1 à la convention de délégation du parc de stationnement LOBAU

Le Conseil de Paris

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2511-1 et suivants et L 1411-1 et suivants ;

Vu la convention de délégation du 21 novembre 2019 pour l'entretien et l'exploitation du parc de stationnement LOBAU conclue avec la Société d'Assistance et de Gestion du Stationnement (SAGS) ;

Vu le projet de délibération en date du , par lequel Madame la Maire de Paris demande l'autorisation de signer l'avenant n°1 qui a pour objet de réajuster par un dégrèvement le montant de la redevance fixe forfaitaire de l'année 2020 du parc de stationnement LOBAU à Paris 4e, pour prendre en compte de l'impact de la COVID sur la délégation de service public ;

Vu l'avis du Conseil de l'arrondissement Paris Centre en date du ;

Sur le rapport présenté par Monsieur David BELLIARD au nom de 3e Commission.

Délibère :

Article 1 : Madame la Maire de Paris est autorisée à signer avec la Société d'Assistance et de Gestion du Stationnement (SAGS) l'avenant n°1 à la convention de délégation du parc de stationnement LOBAU (4e) en date du 21 novembre 2019, dont le texte est joint à la présente délibération.

Article 2 : L'impact sur les recettes sera constaté sur le budget de fonctionnement 2020 et 2021 de la Ville de Paris.

2020 DVD 60-12 Prise en compte de l'impact de la COVID sur les délégations de service public des parcs de stationnement - Avenant n°2 à la convention de délégation du parc de stationnement LOUVRE SAMARITAINE

Le Conseil de Paris

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2511-1 et suivants et L 1411-1 et suivants ;

Vu la convention de délégation du 26 avril 2013 pour l'exploitation et la modernisation du parc de stationnement LOUVRE SAMARITAINE et son avenant en date du 28 novembre 2016, conclus avec INDIGO Infra LOUVRE PATRIARCHES ;

Vu le projet de délibération en date du , par lequel Madame la Maire de Paris demande l'autorisation de signer l'avenant n°2 qui a pour objet de réajuster par un dégrèvement le montant de la redevance fixe forfaitaire de l'année 2020 du parc de stationnement LOUVRE SAMARITAINE à Paris 1er, pour prendre en compte de l'impact de la COVID sur la délégation de service public ;

Vu l'avis du Conseil de l'arrondissement Paris Centre en date du ;

Sur le rapport présenté par Monsieur David BELLIARD au nom de 3e Commission.

Délibère :

Article 1 : Madame la Maire de Paris est autorisée à signer avec INDIGO Infra LOUVRE PATRIARCHES l'avenant n°2 à la convention de délégation du parc de stationnement LOUVRE SAMARITAINE (1er) en date du 26 avril 2013 modifiée, dont le texte est joint à la présente délibération.

Article 2 : L'impact sur les recettes sera constaté sur le budget de fonctionnement 2020 et 2021 de la Ville de Paris.

2020 DVD 60-13 Prise en compte de l'impact de la COVID sur les délégations de service public des parcs de stationnement - Avenant n°1 à la convention de délégation du parc de stationnement LUTECE

Le Conseil de Paris

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2511-1 et suivants et L 1411-1 et suivants ;

Vu la convention de délégation du 26 octobre 2018 pour l'exploitation et la modernisation du parc de stationnement LUTECE conclue avec la société INDIGO INFRA ;

Vu le projet de délibération en date du , par lequel Madame la Maire de Paris demande l'autorisation de signer l'avenant n°1 qui a pour objet de réajuster par un dégrèvement le montant de la redevance fixe forfaitaire de l'année 2020 du parc de stationnement LUTECE à Paris 4e, pour prendre en compte de l'impact de la COVID sur la délégation de service public ;

Vu l'avis du Conseil de l'arrondissement Paris Centre en date du ;

Sur le rapport présenté par Monsieur David BELLIARD au nom de 3e Commission.

Délibère :

Article 1 : Madame la Maire de Paris est autorisée à signer avec la société INDIGO INFRA l'avenant n°1 à la convention de délégation du parc de stationnement LUTECE (4e) en date du 26 octobre 2018, dont le texte est joint à la présente délibération.

Article 2 : L'impact sur les recettes sera constaté sur le budget de fonctionnement 2020 et 2021 de la Ville de Paris.

2020 DVD 60-14 Prise en compte de l'impact de la COVID sur les délégations de service public des parcs de stationnement - Avenant n°1 à la convention de délégation du parc de stationnement MADELEINE TRONCHET

Le Conseil de Paris

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2511-1 et suivants et L 1411-1 et suivants ;

Vu la convention de délégation du 3 décembre 2019 pour la rénovation, l'entretien et l'exploitation du parc de stationnement MADELEINE TRONCHET conclue avec la Société Anonyme d'Economie Mixte d'Exploitation du Stationnement (SAEMES) ;

Vu le projet de délibération en date du , par lequel Madame la Maire de Paris demande l'autorisation de signer l'avenant n°1 qui a pour objet de réajuster par un dégrèvement le montant de la redevance fixe forfaitaire de l'année 2020 du parc de stationnement MADELEINE TRONCHET à Paris 8e, pour prendre en compte de l'impact de la COVID sur la délégation de service public ;

Vu l'avis du Conseil du 8^e arrondissement en date du ;

Sur le rapport présenté par Monsieur David BELLIARD au nom de 3^e Commission.

Délibère :

Article 1 : Madame la Maire de Paris est autorisée à signer avec la Société Anonyme d'Economie Mixte d'Exploitation du Stationnement (SAEMES) l'avenant n°1 à la convention de délégation du parc de stationnement MADELEINE TRONCHET (8e) en date du 3 décembre 2019, dont le texte est joint à la présente délibération.

Article 2 : L'impact sur les recettes sera constaté sur le budget de fonctionnement 2020 et 2021 de la Ville de Paris.

2020 DVD 60-15 Prise en compte de l'impact de la COVID sur les délégations de service public des parcs de stationnement - Avenant n°1 à la convention de délégation des parcs de stationnement MAIRIE DU 14e et MAIRIE du 15e - LECOURBE

Le Conseil de Paris

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2511-1 et suivants et L 1411-1 et suivants ;

Vu la convention de délégation du 3 mars 2017 pour l'exploitation et la modernisation des parcs de stationnement MAIRIE DU 14e et MAIRIE du 15e - LECOURBE conclue avec la Société Anonyme d'Economie Mixte d'Exploitation du Stationnement (SAEMES) ;

Vu le projet de délibération en date du , par lequel Madame la Maire de Paris demande l'autorisation de signer l'avenant n°1 qui a pour objet de réajuster par un dégrèvement le montant de la redevance fixe forfaitaire de l'année 2020 des parcs de stationnement MAIRIE du 14e et MAIRIE du 15e - LECOURBE à Paris 14e et 15e, pour prendre en compte de l'impact de la COVID sur la délégation de service public ;

Vu l'avis du Conseil du 14^e arrondissement en date du ;

Vu l'avis du Conseil du 15^e arrondissement en date du ;

Sur le rapport présenté par Monsieur David BELLIARD au nom de 3e Commission.

Délibère :

Article 1 : Madame la Maire de Paris est autorisée à signer avec la Société Anonyme d'Economie Mixte d'Exploitation du Stationnement (SAEMES) l'avenant n°1 à la convention de délégation des parcs de stationnement MAIRIE du 14e et MAIRIE du 15e - LECOURBE (14e et 15e) en date du 3 mars 2017, dont le texte est joint à la présente délibération.

Article 2 : L'impact sur les recettes sera constaté sur le budget de fonctionnement 2020 et 2021 de la Ville de Paris.

2020 DVD 60-16 Prise en compte de l'impact de la COVID sur les délégations de service public des parcs de stationnement - Avenant n°1 à la convention de délégation du parc de stationnement MALESHERBES

Le Conseil de Paris

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2511-1 et suivants et L 1411-1 et suivants ;

Vu la convention de délégation du 9 janvier 2018 pour l'exploitation et la modernisation du parc de stationnement MALESHERBES conclue avec la Société d'Assistance et de Gestion du Stationnement (SAGS) ;

Vu le projet de délibération en date du , par lequel Madame la Maire de Paris demande l'autorisation de signer l'avenant n°1 qui a pour objet de réajuster par un dégrèvement le montant de la redevance fixe forfaitaire de l'année 2020 du parc de stationnement MALESHERBES à Paris 8e, pour prendre en compte de l'impact de la COVID sur la délégation de service public ;

Vu l'avis du Conseil du 8^e arrondissement en date du ;

Sur le rapport présenté par Monsieur David BELLIARD au nom de 3^e Commission.

Délibère :

Article 1 : Madame la Maire de Paris est autorisée à signer avec la Société d'Assistance et de Gestion du Stationnement (SAGS) l'avenant n°1 à la convention de délégation du parc de stationnement MALESHERBES (8e) en date du 9 janvier 2018, dont le texte est joint à la présente délibération.

Article 2 : L'impact sur les recettes sera constaté sur le budget de fonctionnement 2020 et 2021 de la Ville de Paris.

2020 DVD 60-17 Prise en compte de l'impact de la COVID sur les délégations de service public des parcs de stationnement - Avenant n°1 à la convention de délégation du parc de stationnement MARIGNY CHATEAU

Le Conseil de Paris

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2511-1 et suivants et L 1411-1 et suivants ;

Vu la convention de délégation du 9 décembre 2013 pour l'exploitation et la modernisation du parc de stationnement MARIGNY CHATEAU conclue avec la société INDIGO INFRA CGST ;

Vu le projet de délibération en date du , par lequel Madame la Maire de Paris demande l'autorisation de signer l'avenant n°1 qui a pour objet de réajuster par un dégrèvement le montant de la redevance fixe forfaitaire de l'année 2020 du parc de stationnement MARIGNY CHATEAU dans le département du Val de Marne , pour prendre en compte de l'impact de la COVID sur la délégation de service public ;

Sur le rapport présenté par Monsieur David BELLIARD au nom de 3e Commission.

Délibère :

Article 1 : Madame la Maire de Paris est autorisée à signer avec la société INDIGO INFRA CGST l'avenant n°1 à la convention de délégation du parc de stationnement MARIGNY CHATEAU (94) en date du 9 décembre 2013 , dont le texte est joint à la présente délibération.

Article 2 : L'impact sur les recettes sera constaté sur le budget de fonctionnement 2020 et 2021 de la Ville de Paris.

2020 DVD 60-18 Prise en compte de l'impact de la COVID sur les délégations de service public des parcs de stationnement - Avenant n°2 à la convention de délégation du parc de stationnement PATRIARCHES

Le Conseil de Paris

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2511-1 et suivants et L 1411-1 et suivants ;

Vu la convention de délégation du 11 février 2014 pour l'exploitation et la modernisation du parc de stationnement PATRIARCHES et son avenant en date du 28 décembre 2015, conclus avec INDIGO Infra LOUVRE PATRIARCHES ;

Vu le projet de délibération en date du , par lequel Madame la Maire de Paris demande l'autorisation de signer l'avenant n°2 qui a pour objet de réajuster par un dégrèvement le montant de la redevance fixe forfaitaire de l'année 2020 du parc de stationnement PATRIARCHES à Paris 5^e, pour prendre en compte de l'impact de la COVID sur la délégation de service public ;

Vu l'avis du Conseil du 5^e arrondissement en date du ;

Sur le rapport présenté par Monsieur David BELLARD au nom de 3^e Commission.

Délibère :

Article 1 : Madame la Maire de Paris est autorisée à signer avec INDIGO Infra LOUVRE PATRIARCHES l'avenant n°2 à la convention de délégation du parc de stationnement PATRIARCHES (1er) en date du 11 février 2014 modifiée, dont le texte est joint à la présente délibération.

Article 2 : L'impact sur les recettes sera constaté sur le budget de fonctionnement 2020 et 2021 de la Ville de Paris.

2020 DVD 60-19 Prise en compte de l'impact de la COVID sur les délégations de service public des parcs de stationnement - Avenant n°1 à la convention de délégation des parcs de stationnement PORTE D'AUTEUIL et JEAN BOUIN

Le Conseil de Paris

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2511-1 et suivants et L 1411-1 et suivants ;

Vu la convention de délégation du 16 août 2019 pour l'entretien et l'exploitation des parcs de stationnement PORTE D'AUTEUIL et JEAN BOUIN conclue avec la Société Anonyme d'Economie Mixte d'Exploitation du Stationnement (SAEMES) ;

Vu le projet de délibération en date du , par lequel Madame la Maire de Paris demande l'autorisation de signer l'avenant n°1 qui a pour objet de réajuster par un dégrèvement le montant de la redevance fixe forfaitaire de l'année 2020 des parcs de stationnement PORTE D'AUTEUIL et JEAN BOUIN à Paris 16e, pour prendre en compte de l'impact de la COVID sur la délégation de service public ;

Vu l'avis du Conseil du 16^e arrondissement en date du ;

Sur le rapport présenté par Monsieur David BELLIARD au nom de 3e Commission,

Délibère :

Article 1 : Madame la Maire de Paris est autorisée à signer avec la Société Anonyme d'Economie Mixte d'Exploitation du Stationnement (SAEMES) l'avenant n°1 à la convention de délégation des parcs de stationnement PORTE D'AUTEUIL et JEAN BOUIN (16e) en date du 16 août 2019, dont le texte est joint à la présente délibération.

Article 2 : L'impact sur les recettes sera constaté sur le budget de fonctionnement 2020 et 2021 de la Ville de Paris.

2020 DVD 60-20 Prise en compte de l'impact de la COVID sur les délégations de service public des parcs de stationnement - Avenant n°1 à la convention de délégation du parc de stationnement PORTE MAILLOT

Le Conseil de Paris

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2511-1 et suivants et L 1411-1 et suivants ;

Vu la convention de délégation du 30 octobre 2019 pour l'entretien et l'exploitation du parc de stationnement PORTE MAILLOT conclue avec la société INDIGO INFRA ;

Vu le projet de délibération en date du , par lequel Madame la Maire de Paris demande l'autorisation de signer l'avenant n°1 qui a pour objet de réajuster par un dégrèvement le montant de la redevance fixe forfaitaire de l'année 2020 du parc de stationnement PORTE MAILLOT à Paris 17e, pour prendre en compte de l'impact de la COVID sur la délégation de service public ;

Vu l'avis du Conseil du 17^e arrondissement en date du ;

Sur le rapport présenté par Monsieur David BELLARD au nom de 3e Commission,

Délibère :

Article 1 : Madame la Maire de Paris est autorisée à signer avec la société INDIGO INFRA l'avenant n°1 à la convention de délégation du parc de stationnement PORTE MAILLOT (17e) en date du 30 octobre 2019, dont le texte est joint à la présente délibération.

Article 2 : L'impact sur les recettes sera constaté sur le budget de fonctionnement 2020 et 2021 de la Ville de Paris.

2020 DVD 60-21 Prise en compte de l'impact de la COVID sur les délégations de service public des parcs de stationnement - Avenant n°1 à la convention de délégation du parc de stationnement PYRAMIDES

Le Conseil de Paris

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2511-1 et suivants et L 1411-1 et suivants ;

Vu la convention de délégation du 17 mai 2017 pour l'exploitation et l'entretien du parc de stationnement PYRAMIDES conclue avec la Société Anonyme d'Economie Mixte d'Exploitation du Stationnement (SAEMES) ;

Vu le projet de délibération en date du , par lequel Madame la Maire de Paris demande l'autorisation de signer l'avenant n°1 qui a pour objet de réajuster par un dégrèvement le montant de la redevance fixe forfaitaire de l'année 2020 du parc de stationnement PYRAMIDES à Paris 1er, pour prendre en compte de l'impact de la COVID sur la délégation de service public ;

Vu l'avis du Conseil de l'arrondissement Paris Centre en date du ;

Sur le rapport présenté par Monsieur David BELLIARD au nom de 3e Commission,

Délibère :

Article 1 : Madame la Maire de Paris est autorisée à signer avec la Société Anonyme d'Economie Mixte d'Exploitation du Stationnement (SAEMES) l'avenant n°1 à la convention de délégation du parc de stationnement PYRAMIDES (1er) en date du 17 mai 2017, dont le texte est joint à la présente délibération.

Article 2 : L'impact sur les recettes sera constaté sur le budget de fonctionnement 2020 et 2021 de la Ville de Paris.

2020 DVD 60-22 Prise en compte de l'impact de la COVID sur les délégations de service public des parcs de stationnement - Avenant n°1 à la convention de délégation du parc de stationnement SEVRES BABYLONE

Le Conseil de Paris

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2511-1 et suivants et L 1411-1 et suivants ;

Vu la convention de délégation du 29 octobre 2015 pour l'entretien et l'exploitation du parc de stationnement SEVRES BABYLONE conclue avec la société INDIGO INFRA FRANCE ;

Vu le projet de délibération en date du , par lequel Madame la Maire de Paris demande l'autorisation de signer l'avenant n°1 qui a pour objet de réajuster par un dégrèvement le montant de la redevance fixe forfaitaire de l'année 2020 du parc de stationnement SEVRES BABYLONE à Paris 7^e, pour prendre en compte de l'impact de la COVID sur la délégation de service public ;

Vu l'avis du Conseil du 7^e arrondissement en date du ;

Sur le rapport présenté par Monsieur David BELLIARD au nom de 3^e Commission,

Délibère :

Article 1 : Madame la Maire de Paris est autorisée à signer avec la société INDIGO INFRA FRANCE l'avenant n°1 à la convention de délégation du parc de stationnement SEVRES BABYLONE (7^e) en date du 29 octobre 2015, dont le texte est joint à la présente délibération.

Article 2 : L'impact sur les recettes sera constaté sur le budget de fonctionnement 2020 et 2021 de la Ville de Paris.

2020 DVD 60-23 Prise en compte de l'impact de la COVID sur les délégations de service public des parcs de stationnement - Avenant n°1 à la convention de délégation des parcs de stationnement AMPERE et VILLIERS

Le Conseil de Paris

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2511-1 et suivants et L 1411-1 et suivants ;

Vu la convention de délégation du 7 juillet 2017 pour la modernisation et l'exploitation des parcs de stationnement AMPERE et VILLIERS conclue avec la société INDIGO INFRA ;

Vu le projet de délibération en date du , par lequel Madame la Maire de Paris demande l'autorisation de signer l'avenant n°1 qui a pour objet de réajuster par un dégrèvement le montant de la redevance fixe forfaitaire de l'année 2020 des parcs de stationnement AMPERE et VILLIERS à Paris 17e, pour prendre en compte de l'impact de la COVID sur la délégation de service public ;

Vu l'avis du Conseil du 17e arrondissement en date du ;

Sur le rapport présenté par Monsieur David BELLIARD au nom de 3e Commission,

Délibère :

Article 1 : Madame la Maire de Paris est autorisée à signer avec la société INDIGO INFRA l'avenant n°1 à la convention de délégation des parcs de stationnement AMPERE et VILLIERS (17e) en date du 7 juillet 2017, dont le texte est joint à la présente délibération.

Article 2 : L'impact sur les recettes sera constaté sur le budget de fonctionnement 2020 et 2021 de la Ville de Paris.

2020 DVD 60-24 Prise en compte de l'impact de la COVID sur les DSP de parcs de stationnement - Avenant n° 3 à la convention de délégation du parc de stationnement BAC – MONTALEMBERT

Le Conseil de Paris

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2511-1 et suivants et L 1411-1 et suivants ;

Vu la convention de délégation du 20 mai 2009, pour la modernisation et l'exploitation du parc de stationnement BAC – MONTALEMBERT et ses avenants en date des 8 décembre 2011 et 29 octobre 2015 conclus avec la société INDIGO Infra France ;

Vu le projet de délibération en date du , par lequel Madame la Maire de Paris demande l'autorisation de signer l'avenant n° 3 qui a pour objet de prolonger la concession du parc de stationnement BAC – MONTALEMBERT à Paris 7^e de 10 mois, pour prendre en compte de l'impact de la COVID sur la délégation de service public ;

Vu l'avis du Conseil du 7^e arrondissement en date du ;

Sur le rapport présenté par Monsieur David BELLIARD au nom de 3^e Commission,

Délibère :

Article 1 : Madame la Maire de Paris est autorisée à signer avec la société INDIGO Infra France l'avenant n° 3 à la convention de délégation du parc de stationnement BAC – MONTALEMBERT (7^e) en date du 20 mai 2009 modifiée, dont le texte est joint à la présente délibération.

Article 2 : L'impact sur les recettes sera constaté sur le budget de fonctionnement 2020 et suivants de la Ville de Paris.

2020 DVD 60-25 Prise en compte de l'impact de la COVID sur les DSP de parcs de stationnement - Avenant n° 3 à la convention de délégation du parc de stationnement CARNOT

Le Conseil de Paris

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2511-1 et suivants et L 1411-1 et suivants ;

Vu la convention de délégation du 22 mars 1989, pour la construction et l'exploitation du parc de stationnement CARNOT et ses avenants en date des 6 décembre 1989 et 29 octobre 2015 conclus avec la société INDIGO Infra France ;

Vu le projet de délibération en date du , par lequel Madame la Maire de Paris demande l'autorisation de signer l'avenant n° 3 qui a pour objet de prolonger la concession du parc de stationnement CARNOT à Paris 17e de 12 mois, pour prendre en compte de l'impact de la COVID sur la délégation de service public ;

Vu l'avis du Conseil du 17^e arrondissement en date du ;

Sur le rapport présenté par Monsieur David BELLIARD au nom de 3^e Commission,

Délibère :

Article 1 : Madame la Maire de Paris est autorisée à signer avec la société INDIGO Infra France l'avenant n° 3 à la convention de délégation du parc de stationnement CARNOT (17e) en date du 22 mars 1989 modifiée, dont le texte est joint à la présente délibération.

Article 2 : Le montant de la redevance et des frais de contrôle est réajusté pour la période de prorogation du contrat.

Article 3 : L'impact sur les recettes sera constaté sur le budget de fonctionnement 2020 et suivants de la Ville de Paris.

2020 DVD 60-26 Prise en compte de l'impact de la COVID sur les DSP de parcs de stationnement - Avenant n° 4 à la convention de délégation du parc de stationnement CHAMPS-ELYSEES

Le Conseil de Paris

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2511-1 et suivants et L 1411-1 et suivants ;

Vu la convention de délégation du 10 février 1992, pour la construction et l'exploitation du parc de stationnement CHAMPS-ELYSEES et ses avenants en date des 29 avril 1993, 19 janvier 1994 et 18 juillet 2006 conclus avec les Sociétés INDIGO Infra et UNIGARAGES ;

Vu le projet de délibération en date du , par lequel Madame la Maire de Paris demande l'autorisation de signer l'avenant n° 4 qui a pour objet de prolonger la concession du parc de stationnement CHAMPS-ELYSEES à Paris 8e de 12 mois, pour prendre en compte de l'impact de la COVID sur la délégation de service public ;

Vu l'avis du Conseil du 8^e arrondissement en date du ;

Sur le rapport présenté par Monsieur David BELLIARD au nom de 3e Commission,

Délibère :

Article 1 : Madame la Maire de Paris est autorisée à signer avec les Sociétés INDIGO Infra et UNIGARAGES l'avenant n° 4 à la convention de délégation du parc de stationnement CHAMPS-ELYSEES (8e) en date du 10 février 1992 modifiée, dont le texte est joint à la présente délibération.

Article 2 : Le montant de la redevance et des frais de contrôle est réajusté pour la période de prorogation du contrat.

Article 3 : L'impact sur les recettes sera constaté sur le budget de fonctionnement 2020 et suivants de la Ville de Paris.

2020 DVD 60-27 Prise en compte de l'impact de la COVID sur les DSP de parcs de stationnement - Avenant n° 2 à la convention de délégation du parc de stationnement CROIX DES PETITS CHAMPS

Le Conseil de Paris

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2511-1 et suivants et L 1411-1 et suivants ;

Vu la convention de délégation du 09 janvier 1990, pour la construction et l'exploitation du parc de stationnement CROIX DES PETITS CHAMPS et son avenant en date du 29 octobre 2015 conclus avec la société INDIGO Infra France ;

Vu le projet de délibération en date du , par lequel Madame la Maire de Paris demande l'autorisation de signer l'avenant n° 2 qui a pour objet de prolonger la concession du parc de stationnement CROIX DES PETITS CHAMPS à Paris 1er de 12 mois, pour prendre en compte de l'impact de la COVID sur la délégation de service public ;

Vu l'avis du Conseil de l'arrondissement Paris Centre en date du ;

Sur le rapport présenté par Monsieur David BELLIARD au nom de 3e Commission,

Délibère :

Article 1 : Madame la Maire de Paris est autorisée à signer avec la société INDIGO Infra France l'avenant n° 2 à la convention de délégation du parc de stationnement CROIX DES PETITS CHAMPS (1er) en date du 09 janvier 1990 modifiée, dont le texte est joint à la présente délibération.

Article 2 : Le montant de la redevance et des frais de contrôle est réajusté pour la période de prorogation du contrat.

Article 3 : L'impact sur les recettes sera constaté sur le budget de fonctionnement 2020 et suivants de la Ville de Paris.

2020 DVD 60-28 Prise en compte de l'impact de la COVID sur les DSP de parcs de stationnement - Avenant n° 1 à la convention de délégation du parc de stationnement LAGRANGE MAUBERT

Le Conseil de Paris

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2511-1 et suivants et L 1411-1 et suivants ;

Vu la convention de délégation du 23 octobre 2014, pour l'exploitation et la modernisation du parc de stationnement LAGRANGE MAUBERT conclue avec la Société Anonyme d'Economie Mixte d'Exploitation du Stationnement (SAEMES) ;

Vu le projet de délibération en date du , par lequel Madame la Maire de Paris demande l'autorisation de signer l'avenant n° 1 qui a pour objet de prolonger la concession du parc de stationnement LAGRANGE MAUBERT à Paris 5e de 6 mois, pour prendre en compte de l'impact de la COVID sur la délégation de service public ;

Vu l'avis du Conseil du 5^e arrondissement en date du ;

Sur le rapport présenté par Monsieur David BELLIARD au nom de 3e Commission,

Délibère :

Article 1 : Madame la Maire de Paris est autorisée à signer avec la Société Anonyme d'Economie Mixte d'Exploitation du Stationnement (SAEMES) l'avenant n° 1 à la convention de délégation du parc de stationnement LAGRANGE MAUBERT (5e) en date du 23 octobre 2014 , dont le texte est joint à la présente délibération.

Article 2 : L'impact sur les recettes sera constaté sur le budget de fonctionnement 2020 et suivants de la Ville de Paris.

2020 DVD 60-29 Prise en compte de l'impact de la COVID sur les DSP de parcs de stationnement - Avenant n° 3 à la convention de délégation du parc de stationnement MAIRIE DU 17e

Le Conseil de Paris

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2511-1 et suivants et L 1411-1 et suivants ;

Vu la convention de délégation du 29 avril 1988, pour l'exploitation du parc de stationnement MAIRIE DU 17e et ses avenants des 08 janvier 1997 et 21 décembre 1998 conclus avec la Société Anonyme d'Economie Mixte d'Exploitation du Stationnement (SAEMES) ;

Vu le projet de délibération en date du , par lequel Madame la Maire de Paris demande l'autorisation de signer l'avenant n° 3 qui a pour objet de prolonger la concession du parc de stationnement MAIRIE DU 17e à Paris 17e de 12 mois, pour prendre en compte de l'impact de la COVID sur la délégation de service public ;

Vu l'avis du Conseil du 17^e arrondissement en date du ;

Sur le rapport présenté par Monsieur David BELLIARD au nom de 3e Commission,

Délibère :

Article 1 : Madame la Maire de Paris est autorisée à signer avec la Société Anonyme d'Economie Mixte d'Exploitation du Stationnement (SAEMES) l'avenant n° 3 à la convention de délégation du parc de stationnement MAIRIE DU 17e (17e) en date du 29 avril 1988 modifiée, dont le texte est joint à la présente délibération.

Article 2 : Le montant de la redevance et des frais de contrôle est réajusté pour la période de prorogation du contrat.

Article 3 : L'impact sur les recettes sera constaté sur le budget de fonctionnement 2020 et suivants de la Ville de Paris.

2020 DVD 60-30 Prise en compte de l'impact de la COVID sur les DSP de parcs de stationnement - Avenant n° 2 à la convention de délégation du parc de stationnement MEYERBEER

Le Conseil de Paris

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2511-1 et suivants et L 1411-1 et suivants ;

Vu la convention de délégation du 31 juillet 2014, pour l'exploitation et l'entretien du parc de stationnement MEYERBEER et son avenant du 30 novembre 2017 conclus avec la Société Anonyme d'Economie Mixte d'Exploitation du Stationnement (SAEMES) ;

Vu le projet de délibération en date du , par lequel Madame la Maire de Paris demande l'autorisation de signer l'avenant n° 2 qui a pour objet de prolonger la concession du parc de stationnement MEYERBEER à Paris 9e de 3 mois, pour prendre en compte de l'impact de la COVID sur la délégation de service public ;

Vu l'avis du Conseil du 9^e arrondissement en date du ;

Sur le rapport présenté par Monsieur David BELLIARD au nom de 3^e Commission,

Délibère :

Article 1 : Madame la Maire de Paris est autorisée à signer avec la Société Anonyme d'Economie Mixte d'Exploitation du Stationnement (SAEMES) l'avenant n° 2 à la convention de délégation du parc de stationnement MEYERBEER (9e) en date du 31 juillet 2014 modifiée, dont le texte est joint à la présente délibération.

Article 2 : L'impact sur les recettes sera constaté sur le budget de fonctionnement 2020 et suivants de la Ville de Paris.

2020 DVD 60-31 Prise en compte de l'impact de la COVID sur les DSP de parcs de stationnement - Avenant n° 1 à la convention de délégation du parc de stationnement MONTHOLON

Le Conseil de Paris

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2511-1 et suivants et L 1411-1 et suivants ;

Vu la convention de délégation du 29 octobre 2015, pour l'entretien et l'exploitation du parc de stationnement MONTHOLON conclue avec la société INDIGO Infra France ;

Vu le projet de délibération en date du , par lequel Madame la Maire de Paris demande l'autorisation de signer l'avenant n° 1 qui a pour objet de prolonger la concession du parc de stationnement MONTHOLON à Paris 9e de 24 mois, pour prendre en compte de l'impact de la COVID sur la délégation de service public ;

Vu l'avis du Conseil du 9^e arrondissement en date du ;

Sur le rapport présenté par Monsieur David BELLIARD au nom de 3e Commission,

Délibère :

Article 1 : Madame la Maire de Paris est autorisée à signer avec la société INDIGO Infra France l'avenant n° 1 à la convention de délégation du parc de stationnement MONTHOLON (9e) en date du 29 octobre 2015, dont le texte est joint à la présente délibération.

Article 2 : L'impact sur les recettes sera constaté sur le budget de fonctionnement 2020 et suivants de la Ville de Paris.

2020 DVD 60-32 Prise en compte de l'impact de la COVID sur les DSP de parcs de stationnement - Avenant n° 1 à la convention de délégation des 5 parcs de stationnement PARIS RIVE GAUCHE

Le Conseil de Paris

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2511-1 et suivants et L 1411-1 et suivants ;

Vu la convention de délégation du 07 août 2014, pour l'exploitation et l'entretien des 5 parcs de stationnement PARIS RIVE GAUCHE conclue avec la société INDIGO Infra France ;

Vu le projet de délibération en date du , par lequel Madame la Maire de Paris demande l'autorisation de signer l'avenant n° 1 qui a pour objet de prolonger la concession des 5 parcs de stationnement PARIS RIVE GAUCHE à Paris 13e de 18 mois, pour prendre en compte de l'impact de la COVID sur la délégation de service public ;

Vu l'avis du Conseil du 13^e arrondissement en date du ;

Sur le rapport présenté par Monsieur David BELLIARD au nom de 3e Commission,

Délibère :

Article 1 : Madame la Maire de Paris est autorisée à signer avec la société INDIGO Infra France l'avenant n° 1 à la convention de délégation des 5 parcs de stationnement PARIS RIVE GAUCHE (13e) en date du 07 août 2014, dont le texte est joint à la présente délibération.

Article 2 : L'impact sur les recettes sera constaté sur le budget de fonctionnement 2020 et suivants de la Ville de Paris.

2020 DVD 60-33 Prise en compte de l'impact de la COVID sur les DSP de parcs de stationnement - Avenant n° 2 à la convention de délégation du parc de stationnement PASSY

Le Conseil de Paris

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2511-1 et suivants et L 1411-1 et suivants ;

Vu la convention de délégation du 24 juillet 2009, pour la modernisation et l'exploitation du parc de stationnement PASSY et son avenant du 29 octobre 2015 conclus avec la Société INDIGO Infra CGST ;

Vu le projet de délibération en date du , par lequel Madame la Maire de Paris demande l'autorisation de signer l'avenant n° 2 qui a pour objet de prolonger la concession du parc de stationnement PASSY à Paris 16e de 20 mois, pour prendre en compte de l'impact de la COVID sur la délégation de service public ;

Vu l'avis du Conseil du 16^e arrondissement en date du ;

Sur le rapport présenté par Monsieur David BELLIARD au nom de 3e Commission,

Délibère :

Article 1 : Madame la Maire de Paris est autorisée à signer avec la Société INDIGO Infra CGST l'avenant n° 2 à la convention de délégation du parc de stationnement PASSY (16e) en date du 24 juillet 2009 modifiée, dont le texte est joint à la présente délibération.

Article 2 : L'impact sur les recettes sera constaté sur le budget de fonctionnement 2020 et suivants de la Ville de Paris.

2020 DVD 60-34 Prise en compte de l'impact de la COVID sur les DSP de parcs de stationnement - Avenant n° 2 à la convention de délégation du parc de stationnement PICPUS-NATION

Le Conseil de Paris

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2511-1 et suivants et L 1411-1 et suivants ;

Vu la convention de délégation du 15 février 1999, pour la modernisation et l'exploitation du parc de stationnement PICPUS-NATION et son avenant du 29 octobre 2015 conclus avec la Société des Parkings du Nord et de l'Est « SOPANE » (groupe INDIGO) ;

Vu le projet de délibération en date du , par lequel Madame la Maire de Paris demande l'autorisation de signer l'avenant n° 2 qui a pour objet de prolonger la concession du parc de stationnement PICPUS-NATION à Paris 12e de 3 mois, pour prendre en compte de l'impact de la COVID sur la délégation de service public ;

Vu l'avis du Conseil du 12^e arrondissement en date du ;

Sur le rapport présenté par Monsieur David BELLIARD au nom de 3^e Commission,

Délibère :

Article 1 : Madame la Maire de Paris est autorisée à signer avec la SOPANE (groupe INDIGO) l'avenant n° 2 à la convention de délégation du parc de stationnement PICPUS-NATION (12e) en date du 15 février 1999 modifiée, dont le texte est joint à la présente délibération.

Article 2 : L'impact sur les recettes sera constaté sur le budget de fonctionnement 2020 et suivants de la Ville de Paris.

2020 DVD 60-35 Prise en compte de l'impact de la COVID sur les DSP de parcs de stationnement - Avenant n° 1 à la convention de délégation du parc de stationnement REUILLY DIDEROT

Le Conseil de Paris

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2511-1 et suivants et L 1411-1 et suivants ;

Vu la convention de délégation du 08 octobre 2002, pour l'exploitation et la modernisation du parc de stationnement REUILLY DIDEROT conclue avec la Société Anonyme d'Economie Mixte d'Exploitation du Stationnement (SAEMES) ;

Vu le projet de délibération en date du , par lequel Madame la Maire de Paris demande l'autorisation de signer l'avenant n° 1 qui a pour objet de prolonger la concession du parc de stationnement REUILLY DIDEROT à Paris 12e de 6 mois, pour prendre en compte de l'impact de la COVID sur la délégation de service public ;

Vu l'avis du Conseil du 12^e arrondissement en date du ;

Sur le rapport présenté par Monsieur David BELLIARD au nom de 3e Commission,

Délibère :

Article 1 : Madame la Maire de Paris est autorisée à signer avec la Société Anonyme d'Economie Mixte d'Exploitation du Stationnement (SAEMES) l'avenant n° 1 à la convention de délégation du parc de stationnement REUILLY DIDEROT (12e) en date du 08 octobre 2002, dont le texte est joint à la présente délibération.

Article 2 : L'impact sur les recettes sera constaté sur le budget de fonctionnement 2020 et suivants de la Ville de Paris.

2020 DVD 60-36 Prise en compte de l'impact de la COVID sur les DSP de parcs de stationnement - Avenant n° 2 à la convention de délégation du parc de stationnement TERNES

Le Conseil de Paris

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2511-1 et suivants et L 1411-1 et suivants ;

Vu la convention de délégation du 06 novembre 2013, pour l'entretien, l'exploitation et la mise aux normes du parc de stationnement TERNES et son avenant du 7 avril 2015 conclus avec la Société INDIGO Infra TERNES ;

Vu le projet de délibération en date du , par lequel Madame la Maire de Paris demande l'autorisation de signer l'avenant n° 2 qui a pour objet de prolonger la concession du parc de stationnement TERNES à Paris 17e de 17 mois, pour prendre en compte de l'impact de la COVID sur la délégation de service public ;

Vu l'avis du Conseil du 17^e arrondissement en date du ;

Sur le rapport présenté par Monsieur David BELLIARD au nom de 3e Commission,

Délibère :

Article 1 : Madame la Maire de Paris est autorisée à signer avec la Société INDIGO Infra TERNES l'avenant n° 2 à la convention de délégation du parc de stationnement TERNES (17e) en date du 06 novembre 2013 modifiée, dont le texte est joint à la présente délibération.

Article 2 : L'impact sur les recettes sera constaté sur le budget de fonctionnement 2020 et suivants de la Ville de Paris.

2020 DVD 60-37 Prise en compte de l'impact de la COVID sur les DSP de parcs de stationnement - Avenant n° 1 à la convention de délégation du parc de stationnement PORTE DE CLIGNANCOURT

Le Conseil de Paris

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2511-1 et suivants et L 1411-1 et suivants ;

Vu la convention de délégation du 05 août 2013 , pour l'exploitation et l'entretien du parc de stationnement PORTE DE CLIGNANCOURT conclue avec la Société d'Assistance et de Gestion du Stationnement (SAGS);

Vu le projet de délibération en date du , par lequel Madame la Maire de Paris demande l'autorisation de signer l'avenant n° 1 qui a pour objet de prolonger la concession du parc de stationnement PORTE DE CLIGNANCOURT à Paris 18e de 6 mois, pour assurer la passation d'une nouvelle délégation dans de bonnes conditions en tenant compte de l'impact de la COVID et de l'opération de renouvellement urbain envisagée par la suite sur ce site.

Vu l'avis du Conseil du 18^e arrondissement en date du ;

Sur le rapport présenté par Monsieur David BELLIARD au nom de 3e Commission,

Délibère :

Article 1 : Madame la Maire de Paris est autorisée à signer avec la SAGS l'avenant n° 1 à la convention de délégation du parc de stationnement PORTE DE CLIGNANCOURT (18e) en date du 05 août 2013 , dont le texte est joint à la présente délibération.

Article 2 : L'impact sur les recettes sera constaté sur le budget de fonctionnement 2020 et suivants de la Ville de Paris.

2020 DVD 60-38 Prise en compte de l'impact de la COVID sur les DSP de parcs de stationnement - Avenant n° 7 à la convention de délégation du parc de stationnement BOURSE

Le Conseil de Paris

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2511-1 et suivants et L 1411-1 et suivants ;

Vu la convention de délégation du 11 mars 1966, pour la construction et l'exploitation du parc de stationnement BOURSE et ses avenants du 25 janvier 1968, 25 avril 1975, 12 septembre 1988, 11 juin 1990, 12 octobre 2004 et 18 juillet 2006 conclus avec la Société Paris Parking Bourse (groupe INDIGO) ;

Vu le projet de délibération en date du , par lequel Madame la Maire de Paris demande l'autorisation de signer l'avenant n° 7 qui a pour objet de prolonger la concession du parc de stationnement BOURSE à Paris 2e de 18 mois, pour d'assurer la passation d'une nouvelle délégation dans de bonnes conditions en tenant compte de l'impact de la COVID sur la délégation de service public et du projet de mise en place de forêts urbaines à l'étude sur ce site ;

Vu l'avis du Conseil de l'arrondissement Paris Centre en date du ;

Sur le rapport présenté par Monsieur David BELLIARD au nom de 3e Commission,

Délibère :

Article 1 : Madame la Maire de Paris est autorisée à signer avec la Société Paris Parking Bourse (groupe INDIGO) l'avenant n° 7 à la convention de délégation du parc de stationnement BOURSE (2e) en date du 11 mars 1966 modifiée, dont le texte est joint à la présente délibération.

Article 2 : le montant de la redevance et des frais de contrôle est réajusté pour la période de prorogation du contrat.

Article 3 : L'impact sur les recettes sera constaté sur le budget de fonctionnement 2020 et suivants de la Ville de Paris.

2020 DVD 60-39 Prise en compte de l'impact de la COVID sur les DSP de parcs de stationnement - Avenant n° 1 à la convention de délégation du parc de stationnement PORTE DE CHAMPERRET-YSER

Le Conseil de Paris

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2511-1 et suivants et L 1411-1 et suivants ;

Vu la convention de délégation de service public du 07 octobre 2004, pour la modernisation et l'exploitation du parc de stationnement PORTE DE CHAMPERRET-YSER conclue avec la société INDIGO INFRA France ;

Vu le projet de délibération en date du , par lequel Madame la Maire de Paris demande l'autorisation de signer l'avenant n°1 qui a pour objet de modifier le périmètre de la concession de service public accordée à INDIGO Infra France, de définir les conditions de mise à disposition d'une emprise du périmètre concédé afin de permettre à la société SCI Propexpo, lauréat de l'appel à projet urbain innovant « réinventer Paris 2- les dessous de Paris » de mettre en œuvre son projet e et de prolonger la concession du parc de stationnement PORTE DE CHAMPERRET-YSER à Paris 17^e de 4 mois, pour prendre en compte de l'impact de la COVID sur la délégation de service public ;

Vu l'avis du Conseil du 17^e arrondissement en date du ;

Sur le rapport présenté par Monsieur David BELLIARD au nom de 3e Commission,

Délibère :

Article 1 : Madame la Maire de Paris est autorisée à signer avec la la société INDIGO INFRA France l'avenant n° 1 à la convention de délégation du parc de stationnement PORTE DE CHAMPERRET-YSER en date du 7 octobre 2004, dont le texte est joint à la présente délibération.

Article 2 : le périmètre de la délégation de service public accordée à la société INDIGO Infra France est modifié et les conditions de mise à disposition d'une emprise du périmètre concédé sont définies afin de permettre à la société SCI PROPEXPO, lauréat de l'appel à projet innovant « réinventer Paris 2 – les dessous de Paris », de mettre en œuvre son projet.

Article 3 : La concession du parc de stationnement PORTE DE CHAMPERRET-YSER accordée à la société INDIGO INFRA France est prorogée de 4 mois.

Article 4 : L'impact sur les recettes sera constaté sur le budget de fonctionnement 2020 et suivants de la Ville de Paris.

2020 DVD 60-40 Prise en compte de l'impact de la COVID sur les DSP de parcs de stationnement - Avenant n° 6 à la convention de délégation du parc de stationnement LES HALLES SAINT-EUSTACHE

Le Conseil de Paris

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2511-1 et suivants et L 1411-1 et suivants ;

Vu la convention de délégation du 16 juillet 1985, pour l'exploitation du parc de stationnement LES HALLES SAINT-EUSTACHE et ses avenants du 27 avril 1988, 28 septembre 1989, 3 avril 1991, 21 décembre 1998 et 13 juillet 2015 conclus avec la Société Anonyme d'Economie Mixte d'Exploitation du Stationnement (SAEMES) ;

Vu le projet de délibération en date du , par lequel Madame la Maire de Paris demande l'autorisation de signer avec la SAEMES l'avenant n°6 qui a pour objet d'acter l'exonération pendant 3 ans du paiement de la taxe foncière par le délégataire du parc de stationnement LES HALLES SAINT-EUSTACHE à Paris 1er, pour prendre en compte de l'impact de la COVID sur la délégation de service public ;

Vu l'avis du Conseil de l'arrondissement Paris Centre en date du ;

Sur le rapport présenté par Monsieur David BELLIARD au nom de 3e Commission,

Délibère :

Article 1 : Madame la Maire de Paris est autorisée à signer avec la SAEMES l'avenant n° 7 à la convention de délégation du parc de stationnement LES HALLES SAINT-EUSTACHE (1^{er}) en date du 16 juillet 1985 modifiée, dont le texte est joint à la présente délibération.

Article 2 : Le délégataire est exonéré du paiement de la taxe foncière du parc de stationnement pendant 3 ans.

Article 3 : L'impact sur les recettes sera constaté sur le budget de fonctionnement 2020 et suivants de la Ville de Paris.